



EDITO

La saison des assemblées générales touche à sa fin et il est l'heure d'en tirer les premières leçons. Si les entreprises étaient moins nombreuses que l'an passé à consulter leurs actionnaires sur leur plan climat, on a pu compter sur les nombreux représentants de la société civile, ONG et scientifiques réunis, pour imposer le climat comme principal sujet de discussion. Le climat et plus précisément la justice climatique.

C'est accompagné de représentants de communautés en lutte contre des projets développés par des entreprises pétrolières et gazières, comme TotalEnergies et Shell que Reclaim Finance a participé aux assemblées générales des six grands acteurs financiers de la place de Paris. Objectif : rappeler que derrière les montants de CO2 concentrés dans l'atmosphère se trouvent des hommes et des femmes en première ligne des ravages causés par l'industrie pétro-gazière et des conséquences du dérèglement climatique.

Cette réalité humaine est souvent oubliée par les acteurs financiers qui opèrent à des milliers de kilomètres du terrain à partir de bureaux standardisés situés au cœur des centres des affaires des grandes villes occidentales. Et malheureusement, Amundi a donné une nouvelle triste illustration de cette déconnexion en indiquant se satisfaire de plans de transition visant une limitation du réchauffement "bien en deçà de 2°C", et non de 1,5°C alors que les effets du dérèglement actuel, à +1,1°C sont déjà insupportables.

Heureusement, d'autres acteurs semblent prendre conscience de leur responsabilité à agir. C'est par exemple après être allé à la rencontre des militants et représentants d'Ouganda et des Philippines que Philippe Brassac, le directeur général du Crédit Agricole, a annoncé reconnaître la nécessité de ne plus développer de nouveaux projets fossiles pour limiter le réchauffement à 1,5°C. S'il a aussi reconnu qu'il ne pouvait financer les entreprises pétrolières et gazières comme TotalEnergies tout en fermant les yeux sur leurs opérations dans les fossiles, il s'agit désormais pour la banque de prendre les mesures qui s'imposent pour ne plus s'en rendre complice. C'est un pas de plus dans cette direction qu'a fait le réassureur SCOR en annonçant, enfin, l'arrêt de ses couvertures d'assurance aux nouveaux champs gaziers.

On touche là le cœur du problème. Les baisses d'émissions ne se gagnent pas à coups de mots. Seules des mesures strictes permettront d'entraîner les transformations requises pour répondre à l'urgence climatique. Or, les exemples d'écart entre les promesses et les pratiques ne manquent pas, le plus emblématique étant le refus ferme du directeur général de BNP Paribas, Jean-Laurent Bonnafé, de mettre "des lignes rouges" à ses relations avec les entreprises pétro-gazières au risque sinon d'entraver le "bon commerce". Ces mots rappellent les défis à surmonter pour contraindre des acteurs financiers, soucieux de jouir d'aucune entrave dans leur recherche du profit maximal, à se mettre au service du climat. Fort des leçons tirées de cette saison, Reclaim Finance entend les relever et continuera de se mobiliser pour la justice sociale et climatique.

Lucie Pinson,
directrice de Reclaim Finance

RETOUR SUR LES ASSEMBLEES GENERALES

Assemblées générales : quel bilan pour le climat ?

Après la saison des AG 2023, Reclaim Finance dresse un premier bilan en demi-teinte. Malgré de rares bonnes nouvelles, beaucoup de mots, teintés



de greenwashing, ont rythmé la saison des assemblées générales.

EN SAVOIR PLUS

Cliquez ci-dessous sur l'institution pour laquelle vous souhaitez lire notre communiqué de presse.



TotalEnergies

LA SÉLECTION DU MOIS

Une nouvelle campagne cible les soutiens financiers de TotalEnergies

25 ONG lancent Defund TotalEnergies pour contraindre les acteurs financiers à ne plus accorder de nouveaux soutiens à la major française.

CSDDD : cap franchi au Parlement européen mais des failles persistantes

Neuf organisations, mobilisées depuis de nombreuses années saluent l'adoption du CSDDD en plénière mais déplorent les graves lacunes du texte.

Freeport LNG : SCOR et AXA assurent une bombe climatique

Malgré leurs engagements climatiques, SCOR, AXA, Allianz ou encore Lloyd's of London ont fourni US\$ 400 millions de capacité d'assurance entre janvier 2022 et janvier 2023.

BNP Paribas doit affiner ses objectifs de décarbonation

BNP Paribas a publié ses objectifs de décarbonation pour les secteurs de l'acier, de l'aluminium et du ciment en mai 2023 dans le cadre de la NZBA.

La loi "Industrie verte" manque sa cible sur le financement

Le gouvernement déposera au Parlement le projet de loi "Industrie verte", qui vise à décarboner l'industrie et à développer des filières destinées à l'économie "verte".

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

**FAIRE UN
DON**

**Un don de 100€ revient à 34€
après réduction fiscale.**



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }} Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[Se désinscrire](#)